



Le fléau Daech en Syrie et en Irak - Quelque chose ne tourne pas rond au sein de l'ONU !

Par [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Mondialisation.ca, 02 novembre 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [SYRIE](#)

I. Communiqué de M. Bachar al-Jaafari suite à la réunion du Conseil de sécurité concernant la situation en Syrie - 30/10/2014 -

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, pour la première fois, le Conseil de sécurité a tenu une réunion conjointe entre des humanitaires et des politiques traitant de ce que l'on désigne communément par « la crise syrienne » [1]. M. Staffan de Mistura s'est exprimé suite à l'intervention par visioconférence, à partir de Genève, de Mme Kang Kyung-wha, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordonnatrice adjointe des secours d'urgence de l'OCHA [Bureau de la coordination des affaires humanitaires].

Nous pensons que c'est là une évolution positive dans la mesure où les membres du Conseil de sécurité pourront examiner, à la fois, l'aspect politique et l'aspect humain que M. De Mistura [Envoyé spécial de l'ONU auprès de la Syrie] vient juste de vous exposer [2].

Nous ferons cependant deux remarques sur ce qui a été dit au cours de la session d'aujourd'hui :

- La première remarque concerne Mme Kyung qui, lorsqu'elle a souligné le fait que la violence avait atteint des niveaux sans précédent, n'a pas précisé les raisons de cette escalade. Elle a parlé du nombre croissant de ce qu'elle a qualifié de « réfugiés » ou de « personnes déplacées », mais n'a pas précisé les raisons qui ont fait que ces millions de Syriens ont fui leur pays, leurs villes ou leurs villages. Elle a parlé des bombardements terroristes à Homs qui ont tué nombre d'enfants innocents devant leur école, mais n'a pas précisé qui en étaient les auteurs [3].

C'est cette manière de s'alarmer devant les événements sanglants frappant la Syrie qui pose un problème éthique et moral, à nous-mêmes, comme au gouvernement syrien.

Nous aurions souhaité que le personnel du Secrétariat soit plus neutre quant à ses prises de position concernant les actions terroristes en Syrie ; d'autant plus qu'aujourd'hui, après une longue période de déni, la dite « Communauté internationale » a fini par en arriver à la conclusion que ce que le gouvernement syrien disait depuis des années était la stricte vérité : « Nous sommes confrontés à des mercenaires venant de 83 pays. Nous sommes confrontés à des terroristes venant du monde entier » !

Des terroristes entraînés dans des « camps secrets » ou plutôt, qui étaient secrets, puisque c'est maintenant chose publiquement déclarée en Jordanie, en Turquie et en Arabie saoudite. De plus, nous savons que leurs instructeurs et leurs superviseurs sont des Étatsuniens, des Britanniques et des Français. Il n'y a donc plus de secrets, ni sur l'identité de ceux qui soutiennent les terroristes en Syrie, ni sur les principales raisons de l'afflux des terroristes du prétendu EIL, de l'EI, de Jabhat al-Nosra ou de n'importe quelle autre organisation de ce type.

Plus personne ne peut se laisser convaincre qu'un terroriste australien qui a quitté Sydney pour se retrouver 24 heures après dans les environs de Damas ou d'Alep à se battre contre le gouvernement du pays, est un « rebelle syrien » ; mais certains, notamment les porte-paroles du Secrétariat, persistent à qualifier ainsi l'Australien, le Français, le Saoudien, le Libyen, le Tunisien ou le Turc rendus en Syrie. Je ne sais comment ils peuvent combiner ces deux identités contradictoires pour un même terroriste !

Nous avons donc là un problème éthique qui devrait être traité au niveau des représentants du Secrétariat [de l'ONU].

- La deuxième remarque concerne M. De Mistura dont nous saluons les efforts en espérant en savoir plus sur ses propositions pour un « règlement politique » dans un avenir proche. Bien sûr que c'est d'un tel règlement que nous avons besoin, mais si nous voulons faciliter sa tâche, celle du gouvernement syrien et celle des membres du Conseil de sécurité, nous devons aborder la question dans son ensemble et d'une manière globale.

Nous ne pouvons pas nier le rôle destructeur de la Turquie en Syrie. Nous ne pouvons plus ignorer que la Turquie facilite l'entrée des terroristes de l'EIL et de Jabhat al-Nosra sur notre territoire. Nous ne pouvons plus ignorer et ne pas condamner le fait que les politiques du gouvernement turc sont derrière cette escalade de la violence en Syrie.

Je ne comprends pas comment quiconque en ce monde peut tolérer ce genre de politique irresponsable du gouvernement turc, surtout après avoir entendu le président turc poser ses quatre conditions préalables à toute participation à la lutte de la Communauté internationale contre Daech et le terrorisme à Aïn al-Arab/Kobané, [*Création d'une zone tampon, qualifiée ensuite de zone de sécurité, en territoire syrien ; doublée d'une zone d'exclusion aérienne dans le Nord de la Syrie ; refus de toute autonomie kurde, le Parti de l'union démocratique (PYD) étant considéré comme une organisation terroriste ; renversement du gouvernement syrien et, plus particulièrement, du Président Bachar al-Assad ; NdT*].

Ces conditions constituent une violation de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international, mais toujours pas de réaction de la part du Secrétaire général Ban Ki-moon, ni de n'importe lequel de ses assistants ou experts de haut niveau.

Quelque chose ne tourne donc pas rond dans cette organisation, d'autant plus que ces violations sont d'ordre éthique et non seulement d'ordre politique ou humanitaire.

La souffrance vécue par le peuple syrien n'est pas due au bazar ou au cirque que nous raconte, parfois, cette organisation [OCHA]. La souffrance du peuple syrien devrait être considérée et traitée d'une manière plus sérieuse qu'elle ne le fait. M. De Mistura a souligné

qu'à Damas il avait entendu maintes fois répété le mot « Khalas » qui veut dire : « assez ! ». Assez d'aider les terroristes à traverser nos frontières à partir de la Jordanie, du Liban et de la Turquie !

Le fléau Daech auquel sont confrontés le peuple irakien et le peuple syrien devrait appeler la dite Communauté internationale à des déclarations plus sérieuses concernant la lutte contre le terrorisme dans le cadre des résolutions 2170 et 2178, alors qu'il apparaît que des mois après l'adoption de ces deux résolutions par le Conseil de sécurité, ni le gouvernement turc, ni le gouvernement saoudien, ni même le gouvernement jordanien qui est membre de ce Conseil, n'ont tenu compte du contenu de ces deux résolutions de l'ONU.

C'est pourquoi j'ai dit que quelque chose va mal dans cette organisation, là où nous avons besoin d'ouvrir les yeux sur les faits, pour ne pas aboutir à des analyses erronées sur ce qui se passe en Syrie.

Aujourd'hui, la priorité est de mettre fin à ces actions irresponsables et provocatrices du gouvernement turc à l'égard de la Syrie en dépit des résolutions 2170, et 2178. Nous ne pouvons pas continuer à pratiquer une telle sélectivité et combattre le terrorisme. Être sélectif signifie que vous n'êtes pas sérieux dans votre combat contre le terrorisme !

Je suis à votre disposition.

Dr. Bachar al-Jaafari

Délégué permanent de la Syrie auprès des Nations Unies

30/10/2014

II. Réponses de M. Bachar al-Jaafari aux questions posées par les journalistes, en arabe et en anglais :

1. M. de Mistura a-t-il discuté de son « plan d'action » avec le gouvernement syrien lorsqu'il s'est rendu à Damas, à Moscou ou à Téhéran, avant de le proposer au Conseil de sécurité ?

Non, nous n'avons pas eu de discussion préalable sur ce sujet lorsqu'il s'est rendu en Syrie. C'est, comme il vous l'a dit, le fruit de sa tournée d'une quarantaine de jours dans la région. De notre côté, nous étudierons ses propositions lorsqu'il retournera à Damas pour s'en entretenir avec les responsables politiques et donnerons notre avis sur la question. De toute façon, je dois le rencontrer dès demain.

2. M. De Mistura a appelé les Turcs à intervenir pour sauver les civils de Aïn al-Arab. Est-ce que ce point précis a été discuté avec le gouvernement syrien ?

Le gouvernement syrien est contre toute ingérence étrangère dans les affaires syriennes et contre toute violation de la souveraineté syrienne. C'est une ligne rouge !

Ensuite, M. De Mistura n'a pas appelé la Turquie à intervenir dans les affaires syriennes. Les autorités turques empêchant les Syriens qui ont dû fuir cette ville d'y retourner, il les a appelées à faciliter le retour des combattants kurdes syriens, se trouvant de l'autre côté de la frontière vers Aïn al-Arab, leur ville, pour participer aux combats contre Daech. Il nous faut rester très précis dans notre façon de nous exprimer. Voilà ce que voulait dire M. De Mistura.

3. M. De Mistura a parlé de « freeze zones » que certains traduisent par « zones locales de cessez-le feu ». Pouvez-vous nous dire quelle est la position du gouvernement syrien devant ces propos. Comment a-t-il l'intention de procéder à Alep [ville considérée par M. De Mistura comme une « bonne candidate » pour ce type de zone, NdT]. Et aussi, pourriez-vous nous faire une mise au point sur ce qui se passe sur les hauteurs du Golan et avec les Forces de l'UNDOF [ou FNUOD : Force des Nations Unies chargée d'Observer le Désengagement ; résolution 350/1974]. Sont-elles revenues du côté syrien de la ligne de séparation [4] ?

Cette question est un autre scandale de cette organisation, le DPKO [Department for Peacekeeping Operations] n'a même pas réagi devant la délicate et dangereuse situation qui prévaut dans la zone démilitarisée entre le côté syrien et le côté israélien de la ligne de désengagement. Depuis des mois, des éléments de Jabhat al-Nosra, qui est inscrite sur la liste des organisations terroristes, occupent des poches du côté syrien de la ligne de séparation, et le DPKO ne réagit toujours pas !

Comme vous le savez, le résultat est que les Philippins se sont retirés et que les Fidjiens ont été kidnappés, malgré nos mises en garde précoces et la prise en otage de membres philippins de l'UNDOF à deux reprises [en Mars et en mai 2013, NdT]. Le DPKO n'a « toujours pas enquêté », ni sur le rôle joué par les services du renseignement du Qatar, ni sur les incidents de l'époque; ce qui a encouragé les mêmes ravisseurs à répéter leurs crimes encore et encore. C'est aussi pourquoi je dis qu'il ne s'agit plus d'une crise essentiellement politique, mais d'une sorte de crise éthique au sein de cette organisation [...].

Le gouvernement syrien a appelé, à maintes reprises, les membres du Conseil de sécurité, ainsi que M. Lakhdar Brahimi et M. Kofi Annan avant lui, à prendre en considération ce que nous qualifions de « processus de réconciliation nationale ». Autrement dit, le gouvernement syrien est en faveur de « zones pacifiées » où il travaille à la réconciliation avec ceux qui n'ont pas de sang sur les mains et qui déposent leurs armes. Par conséquent cette idée, dans son sens le plus large, est l'idée du gouvernement syrien lui-même. De plus, nous ne voulons pas des « freeze zones », nous voulons que la Syrie toute entière redevienne une seule et même « freeze zone » sans aucune exclusion.

Ceci dit, nous prendrons en considération l'idée de M. De Mistura et nous essaierons de voir comment nous pourrions l'aider à atteindre son objectif en même temps que celui du gouvernement syrien. Finalement, nous sommes heureux de constater que la priorité de M. De Mistura et celle des membres du Conseil de sécurité est de combattre le terrorisme. C'est sur point que nous avons insisté à Genève il y a un an et demi, et quelques-uns parmi vous doivent se souvenir que nous avons dit que c'était « la priorité des priorités ». Malheureusement, certains n'ont pas voulu entendre et aujourd'hui, comme vous le constatez, tout le monde s'accorde là-dessus, même si les uns parlent de Daech et que d'autres parlent de Jabhat al-Nosra ; ce qui revient au même.

Nous voulons combattre le terrorisme et nous avons besoin que la communauté internationale nous aide, mais ce combat ne peut rester sélectif. Nous ne pouvons pas combattre le terrorisme en témoignant clémence et tolérance à l'égard des mauvaises politiques du gouvernement turc contre la Syrie. Quelqu'un doit stopper le gouvernement à Ankara et le pousser à s'engager sérieusement dans le combat contre toutes les formes de terrorisme. Encore une fois, la Turquie viole la charte et les lois internationales en s'ingérant dans les affaires intérieures de la Syrie, en aidant les terroristes à traverser nos frontières après les avoir militairement entraînés sur son territoire. Cela devrait interpeller tout le

monde et tout un chacun.

4. Pour revenir aux « freeze zones » ou « zones locales de cessez le feu », pourriez-vous, s'il vous plait, nous rappeler où ces zones ont été un succès ?

Nous ne parlons pas de cessez le feu, mais de processus de réconciliation nationale...

5. Où est-ce que cela a réussi ?

Partout dans le pays, à Damas, sur la côte, à Homs... Ce fut une expérience réussie pour le gouvernement syrien.

6. Des rapports indiquent que votre gouvernement a considérablement intensifié ses frappes aériennes ces derniers temps, y compris à Alep, et je ne vois pas comment cela est supposé vous conforter. Ensuite, l'EILL ayant du répondant dans les ères sunnites, est-ce que les gouvernements syrien et irakien ont agi d'une façon ou d'une autre pour que les sunnites ne se sentent pas écartés par Damas et Bagdad à la fois ?

En Syrie, nous ne pratiquons pas un mode de pensée sectaire et confessionnel, notamment lorsqu'il s'agit de nos affaires intérieures. Je suis donc au regret de ne pas répondre à cette partie de votre question totalement étrangère à notre culture nationale.

Concernant le deuxième point de votre question, le fait est que les dites « Forces de coalition » mènent 8 à 30 raids aériens par jour, contre l'EILL en Irak et en Syrie. Mais juste pour votre information, j'aimerais vous confirmer que les Forces aériennes syriennes mènent quotidiennement environ 130 raids aériens contre l'EILL, contre Jabhat al-Nosra et contre d'autres organisations terroristes. Par conséquent, l'aviation syrienne est fortement engagée dans la lutte contre le terrorisme sur l'ensemble des régions du pays et pas seulement à Alep.

7. Pouvez-vous nous donner votre avis sur les frappes aériennes US en Syrie ? Ont-elles amené un quelconque changement positif sur le terrain ?

Nous avons de sérieux doutes quant aux motivations de ces frappes. Le président Obama a commencé par dire que cette guerre durerait 3 ans ! Je ne vois pas comment la force militaire la plus puissante du monde serait incapable, selon les dires du Pentagone, de stopper 15.000 terroristes déployés le long du désert irakien et du désert syrien ! Il y a donc quelque chose d'erroné dans cette arithmétique.

Ensuite, nous avons entendu dire, par les chefs du Pentagone, que cette guerre pourrait durer longtemps et je crois que certains ont donné des chiffres allant de 20 à 30 ans ! C'est donc un appel à une guerre ouverte destinée à devenir une « guerre d'usure » contre tous les peuples ou les gouvernements de la région et plus particulièrement contre l'Irak et la Syrie, car nous sommes les principales cibles de cette campagne. Nous sommes donc nécessairement d'une extrême vigilance face aux déclarations publiques des uns et des autres.

Comme je viens de le dire, nous avons de sérieux doutes sur les motivations de cette dite « coalition » car alors qu'elle cible l'EILL d'une main, elle se révèle très patiente à l'égard des exactions du gouvernement turc, de l'autre main ; exactions menées par l'intermédiaire de l'EILL. Ce faisant, elle exerce d'énormes pressions sur l'Armée nationale syrienne en ouvrant de « nouveaux fronts » dans le but de disperser ses efforts et de la détourner de son combat

contre l'EIL, aussi bien au niveau de la zone frontalière avec la Turquie qu'au niveau d'autres zones du pays.

Ce qui revient à diminuer la pression sur l'EIL et, d'une certaine façon, à faciliter sa tâche en Syrie et en Irak, alors que si l'Armée nationale syrienne avait les mains libres pour combattre uniquement l'EIL, elle l'éliminerait en 3 jours et n'aurait certainement pas besoin de 3 ans pour ce faire !

Un grand merci à vous tous

Source :

<http://webtv.un.org/watch/bashar-jaafari-syria-on-syria-security-council-media-stakeout-30-october-2014/3867335365001>

ou

<https://www.youtube.com/watch?v=zZdmuQbnSVE>

Transcription et traduction par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Notes :

[1] The situation in the Middle East (Syria) – Security Council, 6810th meeting

<http://webtv.un.org/watch/the-situation-in-the-middle-east-syria-security-council-6810th-meeting/1743476443001>

[2] Transcript – Press Stakeout: UN Special Envoy for Syria, Mr. Staffan De Mistura, New York, 30 October 2014

<http://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/transcript-press-stakeout-un-special-envoy-syria-mr-staffan-de-mistura>

<http://webtv.un.org/watch/staffan-de-mistura-on-syria-security-council-media-stakeout-30-october-2014/3867242945001>

[3] Mme Kyung-wha Kang / Syrie : la poursuite des violences aggrave la crise humanitaire.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=33631#.VFUNAhbOVyw>

[4] Syrie : Les Israéliens jouent avec le feu et l'ONU se contente d'observer !

<http://www.mondialisation.ca/syrie-les-israeliens-jouent-avec-le-feu-et-lonu-se-contente-dobserver/5402910>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Dr. Bachar al-Jaafari](http://Dr.Bachar.al-Jaafari), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Dr. Bachar al-Jaafari](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca